



**HAL**  
open science

# Constructions/déconstructions des territoires nationaux et des chronologies de la grande politique à la lumière d'enquêtes locales en Europe centrale

Muriel Blaive

## ► To cite this version:

Muriel Blaive. Constructions/déconstructions des territoires nationaux et des chronologies de la grande politique à la lumière d'enquêtes locales en Europe centrale. Paul Gradwohl. L'Europe médiane au XXe siècle : fractures, décompositions - recompositions - surcompositions, Centre français de recherche en science sociales (CEFRESJ), pp.55-65, 2011, Centre français de recherche en sciences sociales - CEFRES. halshs-00591840

**HAL Id: halshs-00591840**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00591840>**

Submitted on 10 May 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CONSTRUCTIONS/DÉCONSTRUCTIONS DES  
TERRITOIRES NATIONAUX ET DES CHRONOLOGIES DE  
LA GRANDE POLITIQUE À LA LUMIÈRE D'ENQUÊTES  
LOCALES EN EUROPE CENTRALE

**Muriel Blaive**

*In :*

Paul Gradwohl (dir.),

*L'Europe médiane au XX<sup>e</sup> siècle. Fractures, décompositions –  
recompositions – surcompositions*

p. 55-65

Prague, CEFRES, 2011.

ISBN : 978-80-86311-23-4

---

Pour citer cet article :

Muriel BLAIVE, « Constructions/déconstructions des  
territoires nationaux et des chronologies de la grande politique  
à la lumière d'enquêtes locales en Europe centrale », *in* : Paul  
Gradwohl (dir.), *L'Europe médiane au XX<sup>e</sup> siècle. Fractures,  
décompositions – recompositions – surcompositions*. Prague,  
CEFRES, 2011, p. 55-65.

---

# **CONSTRUCTIONS / DÉCONSTRUCTIONS DES TERRITOIRES NATIONAUX ET DES CHRONOLOGIES DE LA GRANDE POLITIQUE À LA LUMIÈRE D'ENQUÊTES LOCALES EN EUROPE CENTRALE**

*Muriel Blaive*

Ludwig Boltzmann Institute for European History and Public Spheres  
(Vienne)

Dans cet exposé, je voudrais brièvement présenter les résultats d'une micro-étude de la petite ville de České Velenice (3 500 habitants), localité-frontière tchèque faisant face à la ville autrichienne de Gmünd. Cette étude a été construite dans une perspective d'histoire orale ; j'y ai mené une quarantaine d'entretiens en 2006-2007 sur la base d'un questionnaire semi-directif. L'interviewé le plus âgé avait 82 ans et le plus jeune, 15 ans. L'objet principal était de faire ressortir la perception de la frontière et du voisin, que ce soit sous le communisme ou de nos jours, notamment depuis l'entrée dans l'Union européenne — mais aussi de connaître la vie quotidienne sous le communisme et depuis, notamment la façon dont la domination du régime communiste s'est exercée au quotidien.

## **Quelques mots sur les deux villes**

České Velenice doit son existence à la construction du chemin de fer Prague-Vienne du temps de l'empire autrichien. Comme la petite ville autrichienne de Gmünd se trouvait à peu près à mi-chemin, il fut décidé d'y construire une usine de réparation pour les locomotives.

Comme les habitants ne voulaient pas d'une usine bruyante en centre-ville, celle-ci fut construite de l'autre côté de la rivière Lainsitz (Lužnice). Comme, en outre, il y avait beaucoup plus d'ouvriers tchèques qu'autrichiens qui étaient prêts à venir s'y installer, une nouvelle ville, essentiellement tchèque, s'y développa. Partant, en 1918, c'est toute la région située au nord de la Lužnice qui fut attribuée à la Tchécoslovaquie bien qu'elle ait historiquement été toujours autrichienne. Elle connut donc les conflits de nationalités propres à la première République, à l'occupation allemande, puis à l'expulsion des Allemands des Sudètes.

Lorsque la Tchécoslovaquie socialiste vit le jour en 1948 et que le Rideau de fer fut édifié, České Velenice se retrouva en outre dans une situation un peu particulière. En effet :

- un peu comme Berlin-Est, elle était littéralement située à la frontière voire, pour être plus précis, *sur* la frontière : plusieurs des endroits-clefs de la ville sont directement adossés à la ligne de démarcation topographique, tel le cimetière, dont l'un des murs était constitué par le Rideau de fer ; la piscine municipale était même carrément située au milieu de la zone interdite, dans l'espace compris entre les deux rangées de barbelés : les baigneurs devaient ainsi se munir de leur carte d'identité et prenaient le soleil dans un décor pittoresque de miradors et de gardes-frontières armés jusqu'aux dents ;
- České Velenice était située à quelques mètres de la ville de Gmünd, alors même que l'Autriche était un pays considéré comme trois fois « ennemi » : 1) en tant qu'État « capitaliste », 2) en tant qu'ancien envahisseur nazi, et 3) parce qu'il était la patrie d'accueil des « Allemands des Sudètes » (en réalité, des Autrichiens) expulsés de la ville après 1945 ;
- c'est une ville où l'on n'a retrouvé que très peu d'habitants “de souche” après la guerre ; elle constitue donc une sorte de “nouvelle ville socialiste”, avec un niveau relativement faible de solidarité entre “gens du pays” ;
- enfin, et c'est même l'une des raisons principales pour laquelle la ville n'a pas été évacuée et abandonnée après 1945 comme d'autres localités de la région, c'était un bastion ouvrier avec la grosse usine de réparation de wagons et de locomotives dont nous avons parlé.

Cette étude montre l'étendue des stratégies de réappropriation à la fois de la chronologie et de la géographie "officielles" par la population. Pour ce qui est de la géographie, la frontière, voire le Rideau de fer, restent largement présents dans les têtes bien que la République tchèque soit entrée dans l'Union européenne puis dans l'espace Schengen et que les passages frontières aient disparu. Pour ce qui est de l'histoire, les perceptions du voisin (que ce soit du voisin autrichien en Tchéquie ou du voisin tchèque en Autriche), sans parler de la persistance des stéréotypes nationaux de part et d'autre de la frontière, ont comme point de référence non pas tant 1945 ou 1948, c'est-à-dire la situation au moment de l'entrée dans la guerre froide, que 1918, c'est-à-dire le moment de la création de la Tchécoslovaquie et de la division de ce territoire autrefois autrichien en deux pays. Les deux communautés restent jusqu'à aujourd'hui étonnamment distantes l'une envers l'autre, voire franchement hostiles.

Pour déconstruire les pratiques de domination à Ceské Velenice, je vais en évoquer deux formes : tout d'abord l'instrumentalisation de l'histoire sous le régime communiste à des fins de légitimation politique, puis la pratique de la dénonciation telle qu'elle s'est exercée dans Ceské Velenice et qui a impliqué la population elle-même.

### **LA PEUR PAR INVOCATION DE L'HISTOIRE : UN INSTRUMENT FACILITANT LA SOUMISSION POLITIQUE**

Pour les régimes communistes, l'histoire a constitué tour à tour un enjeu, une ressource et un poids extrêmement importants. Les communistes ont été obsédés par leur propre histoire ; celle-ci a été particulièrement utilisée comme ressource dans les moments de rupture, afin de recréer une continuité, un capital, des réseaux. De plus, elle permettait d'exiger des loyautés.<sup>1</sup>

À Ceské Velenice, ville-frontière avec l'Autriche, la mémoire des accords de Munich de 1938, de la Seconde Guerre mondiale, de la libération par l'Armée rouge et de l'expulsion des soi-disant

---

<sup>1</sup> Cette remarque constituait le premier point de la conclusion de Sandrine Kott et Thomas Lindenberger au séminaire *Pratiques politiques communistes en Europe occidentale et dans les démocraties populaires/Politische Praxis kommunistischer Parteien in Westeuropa und den Volksdemokratien*, Paris, EHESS (Groupe franco-allemand d'histoire sociale comparée), 21-22 mai 2007.

« Allemands des Sudètes » a été instrumentalisée pour justifier la participation de la population à la garde de la frontière. Bien évidemment, les démocraties occidentales, y compris l'Autriche, ne sont pas non plus épargnées par la tentation de l'endoctrinement historique.<sup>2</sup> Mais la propagande communiste était plus intense ou en tout cas plus visible.

Cependant cette dernière, ou plus généralement l'influence de l'État sur la perception de l'histoire par le grand public, ne prend pas forcément — ou n'a pas toujours pris — la forme d'une grossière manipulation de l'enseignement de l'histoire, même sous le communisme. La "stratégie du silence" concernant la question allemande se révéla plus insidieuse et, à bien des égards, plus efficace que de simples mensonges. En effet, il est particulièrement intéressant de constater que cette mémoire a été organisée à travers sa propre absence : la guerre est certes constitutive de l'identité de la ville, elle demeure un référentiel incontournable y compris dans les propos spontanés de ses habitants, mais seulement dans une perspective abstraite, au niveau d'une menace générale qui exigeait que les Tchèques serrent les rangs. L'éducation "socialiste" a servi à imposer un tabou sur la question en dehors de la perception générale d'un « danger allemand ».

Pour ce qui est des détails concrets, les habitants de České Velenice ignorent paradoxalement à peu près tout de l'histoire récente de leur ville. La liste des questions pourtant basiques auxquelles je n'ai non seulement pas trouvé de réponses écrites, mais sur lesquelles les gens que j'ai interrogés étaient incapables de donner une opinion, est très longue : combien de Juifs, de Roms, d'Allemands y vivaient-ils avant-guerre ; combien de Tchèques y sont restés après 1938 ; comment s'est passée l'occupation ; comment s'est passée la libération ; combien d'« Allemands des Sudètes » ont-il été expulsés après la guerre et dans quelles circonstances ; et combien de Tchécoslovaques ont-il été expulsés vers l'intérieur du pays après 1948 en tant que citoyens indésirables pour le régime communiste ? L'ignorance généralisée de la population locale est bien exprimée par Barbara Kopáček (20 ans) :

- M.B. Que savez-vous de l'expulsion des Allemands des Sudètes de la ville ?
- B.K. Seulement qu'ils ont été expulsés...

---

<sup>2</sup> Voir par exemple dans le cas français Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1991.

Une autre jeune fille savait que sa famille avait emménagé dans une maison prise aux Allemands qui leur avait été vendue très bon marché, tandis qu'une femme de ménage d'une trentaine d'années ne savait de la guerre que la date de la libération (le « 8 ou 9 mai »). Comme le résuma adéquatément sa mère qui écoutait la conversation : « Nous ne nous intéressons pas à la politique ».

Cette ignorance n'est pas non plus la conséquence d'un faible capital culturel. Pavel Večeř, membre des élites de la ville (il était, au moment de l'interview, directeur de la grande usine dont j'ai parlé) et qui se targue de s'intéresser à l'histoire, n'en savait pas beaucoup plus :

- M.B. Qu'avez-vous entendu à propos de l'expulsion des Allemands des Sudètes ?
- P.V. Rien du tout.
- M.B. Personne n'en parlait ?
- P.V. Personne n'en parlait. Je... personne n'en parlait.

La mémoire de ces événements semble ne pas s'être transmise non plus au sein des familles. Aleš Charvát, menuisier, dont le père avait vécu la guerre à Velenice, n'en savait toujours pas plus :

- M.B. Que savez-vous de la Seconde Guerre mondiale à Velenice ?
- A.C. Eh ben, je n'en sais que ce que j'ai entendu par mon père.
- M.B. Et qu'avez-vous entendu ?
- A.C. Eh ben, que les Américains ont bombardé la ville.
- M.B. C'est tout ?
- A.C. C'est tout.
- M.B. Et sur l'occupation allemande ?
- A.C. Eh ben, j'en sais rien du tout.

Pourquoi entretenir à la fois un climat de peur contre les Allemands et le flou le plus total autour de la Seconde Guerre mondiale et de son règlement ? Bien évidemment parce que la version officielle de l'histoire nationale (selon laquelle les Tchèques n'étaient *que* victimes et les Allemands n'étaient *que* coupables, attitude qui déterminait également les relations officielles tchéco-autrichiennes) aurait risquée d'être mise en danger : que se serait-il passé, par exemple, s'il l'on avait appris que les Tchèques qui étaient restés à Velenice pendant la guerre avaient massivement collaboré avec les Allemands ? Que personne n'avait protesté contre la déportation des Juifs ? Que l'expulsion des « Allemands des Sudètes » n'avait pas concerné que les occupants nazis mais aussi touché une population civile autrichienne qui avait toujours vécu en paix dans cette ville ?

Il était moralement beaucoup plus sûr de garder le silence, comme le montrent d'ailleurs les événements troublants mis à jour côté tchèque depuis 1989, par exemple le massacre à l'été 1945 de quatorze habitants autrichiens de Tušť, un village situé près de České Velenice, acte de vengeance contre les « occupants » commis dans le cadre de l'expulsion dite « sauvage » de mai-juillet 1945.<sup>3</sup>

### **LE CLIMAT DE DÉNONCIATION ENTRETENU PAR LA POPULATION CONTRE ELLE-MÊME**

L'atmosphère dans la ville peut être décrite comme ayant été excessivement policière. Comme l'un des interviewés l'exprima d'un ton sinistre : « Il y avait des gens ici qui ne faisaient rien d'autre que d'espionner les autres. » Non seulement les informateurs de la police secrète étaient omniprésents – un mot de travers devant une bière pouvait coûter à quelqu'un plusieurs mois de prison – mais les contrôles policiers visibles l'étaient également. Ainsi que l'exprima une interviewée : « Vous ne pouviez pas faire un pas sans avoir un soldat derrière vous. » Une grande partie des employés et ouvriers de la ville se rendaient au travail en train ; ils y étaient contrôlés tous les jours, plusieurs fois par jour, et bien que les policiers aient à la longue parfaitement su qui ils étaient, ils devaient répéter à chaque fois qui ils étaient, où ils allaient, et pour y faire quoi.

Personne n'avait le droit d'entrer dans la ville en voiture sans avoir été contrôlé plusieurs fois et sans prétexte valable. Si un visiteur rendait visite à quelqu'un, la personne en question devait confirmer le fait au moins par téléphone et parfois en personne. Même assis devant une bière à l'auberge, les gens étaient régulièrement sommés de montrer leurs papiers d'identité. Dans les bals hebdomadaires, tenus à la maison de la culture locale, les jeunes étaient beaucoup plus contrôlés que n'importe où ailleurs à l'intérieur du pays, surtout s'ils avaient les cheveux longs ou portaient d'autres signes de provocation. Il était hors de question de sortir du bâtiment faire quelques pas avec son copain ou sa copine à la nuit tombée. Même pour aller à la piscine, nous l'avons dit, il fallait être armé de ses papiers d'identité.

---

<sup>3</sup> Ján Mlynárik, *Tragédie Vitorazska 1945-1953: poprava v Tušti, Třeboň*, Carpio, 2005.



Aleš Charvát, menuisier, portait justement les cheveux longs, chantait des chansons interdites et écoutait *Radio Free Europe*. Contrairement à toute attente, il reçut un permis pour travailler dans la Zone Interdite (il était travailleur forestier) et s'étonnait que les gardes-frontières ne l'aient jamais accompagné dans son travail, alors même qu'ils lui ouvraient régulièrement la barrière pour passer de l'autre côté du Rideau de fer. Il n'aurait eu que quelques pas à faire pour passer en Autriche. Ce n'est que dans les années 2000 qu'il apprit de la bouche d'un ancien policier — devant une bière — qu'il s'agissait d'une provocation : les autorités espéraient qu'il saisisrait l'occasion pour s'enfuir, ce qui leur aurait donné un prétexte pour intervenir contre sa famille...

Le fait que la ville ait été largement repeuplée après 1945 par des gens qui n'en étaient pas originaires a certainement mis à mal la "solidarité locale" qui s'exerce traditionnellement dans les villages – ce mélange d'aide mutuelle, de cohésion sociale et d'amitié qui a souvent aidé à faire face collectivement au régime. C'est du moins ce que nombre d'interviewés ont eux-mêmes affirmé. Le collectif était très désuni. Comme le dit une employée de la gare :

- A 2. Ici, les gens vivent séparés les uns des autres. Ils ne s'aident pas ; ils ne se tournent pas les uns vers les autres. Vous voyez ? Dans les zones frontières, il y a des villages, et les gens s'aident mutuellement. Je ne parle pas de Prague, là-bas les gens sont aussi étrangers les uns aux autres ; ils vivent dans la même maison mais ne se disent pas bonjour. Mais ici non plus il n'y a pas de sentiment de communauté.
- M.B. Et pourquoi le régime était-il si dur ici et pas ailleurs ?
- A 2. Parce que les gens ont créé ça entre eux. Ils l'ont aggravé.
- M.B. Parce qu'ils collaboraient avec les gardes-frontières, avec la milice, avec la police secrète ?
- A 2. C'est ça, ils sont tout simplement allés trop loin. Les gens se dénonçaient l'un l'autre. Ils ont aggravé la situation. Ce n'est pas le régime mais les gens qui rendaient les choses plus dures pour eux-mêmes. Les gens ont créé ça eux-mêmes !

La même personne m'affirma que les citoyens de České Velenice savaient pertinemment qu'ils se dénonçaient mutuellement. Mais que cela ne les dérangeait pas car cela leur permettait d'avoir quelque chose contre eux. Tout le monde avait quelque chose contre tout le monde. « Je suppose que ça leur convenait très bien », conclut-elle, « considérant avec quelle délectation ils se traînaient mutuellement dans la boue ».

Une autre dame, qui provient de la même région mais ne s'est installée dans la ville que dans les années 1970, formule une opinion très similaire :

- A.B. Ici, les gens étaient fermés. Dès le premier instant, j'ai détesté cette ville et je la déteste toujours.
- M.B. À quoi vous voyiez que les gens étaient durs ?
- A.B. Par exemple, comme ça : une personne sur deux était un Garde auxiliaire, soit pour la police des frontières, soit pour la police normale. Les gens se dénonçaient ; ils se cachaient des choses ; ils s'enviaient mutuellement.
- M.B. Qu'est-ce qu'ils dénonçaient par exemple ?
- A.B. Des petites choses de rien, je dirais. Personne n'entretenait de relations avec les autres, il n'y avait rien ici, en fait tout était surveillé. [...] Et les gens sont restés comme ça jusqu'à aujourd'hui. [...] Les relations sociales sont pires que n'importe où ailleurs ; les gens ne peuvent pas oublier ces dénonciations, ça refait surface tout le temps : voyez donc, celui-ci était dans la Milice, celui-là était un Auxiliaire. C'est comme ça ; je sais pas. Je pense que ça serait mieux d'habiter n'importe où ailleurs.

Ce climat détestable montre que les relations sociales étaient empoisonnées par la présence de, et l'interaction avec, la police politique (StB), notamment au travers du recrutement volontaire ou forcé d'informateurs et de l'extraction volontaire ou forcée de dénonciations. Ce constat est d'ailleurs valable pour le pays dans son ensemble ; mais ici, la présence de la frontière a créé une tension supplémentaire par la proximité de l'Ennemi autrichien, par la présence de l'Ennemi venu du reste du pays pour essayer de passer le Rideau de fer et donc par la surveillance policière accrue : de fait, selon tous les témoignages et bien que des statistiques fiables manquent, il semble que ce soit près de la moitié de la population de la ville qui ait collaboré avec le régime d'une façon ou d'une autre. Ce cas montre que le corps social est perméable à l'atmosphère politique : la politique de la peur a influencé le comportement des citoyens dans leur vie publique mais aussi jusque dans leur vie privée, et cela reste vrai vingt ans après la Révolution de velours.

Les règlements de compte, moraux ou physiques, n'ont en effet pas fini d'empoisonner les relations sociales dans la ville, y compris au sein d'une même famille. Le jeune garçon qui me parlait de son père, espion civil malgré lui, m'a aussi parlé de son grand-père, qui reste jusqu'à aujourd'hui nostalgique de l'époque communiste. En même temps, il a exprimé un certain dégoût par rapport aux gens qui ont retourné leur veste, qui vivaient heureux sous le régime communiste

et qui le critiquent maintenant pour “faire bien” pour être dans l’ “esprit du temps”.

Mais le fait est que c’est la “honte” qui continue à prévaloir et qui empêche une mise à plat finale et libératrice de la parole :

Personne ne parle du passé (...) car c’est la honte, aujourd’hui c’est la honte de dire que vous avez collaboré avec la police secrète. Si les gens parlent du passé, ils ne parlent jamais de ça. Ils veulent oublier. Et si quelqu’un en parle quand même, ils écoutent la conversation mais c’est dur pour eux, c’est très désagréable.

### **Conclusion sur 1989**

La temporalité du changement (ou du non-changement) en ce qui concerne le jugement porté sur le passé communiste et la perception des conditions politiques, économiques et sociales du pays montre la relativité de la césure de 1989. « On ne peut pas tirer un gros trait sur le passé » disait l’entrepreneur Jakub Obědval ; c’est un jugement qui vient en contrepoint à la politique officielle de la République tchèque depuis 1989 concernant l’époque communiste puisque cette dernière, comme les autres pays post-communistes à l’exception de l’ex-RDA, a plutôt prôné l’oubli ou tout au moins le silence par-delà une condamnation globale et indifférenciée des anciens membres du parti et de la police secrète.

L’on comprend mieux pourquoi et comment les élites politiques et intellectuelles du pays sont en porte-à-faux par rapport à leur population qui, bien qu’ayant activement voulu la chute du régime communiste, en incarne la continuité dans sa vie de tous les jours. Et České Velenice est un bon exemple de continuité puisque toutes les élites locales sont restées en place après 1989, à part le chef de la police des frontières.

L’incompréhension, l’erreur d’appréciation qui caractérise autant les élites politiques actuelles à Prague que nombre de chercheurs en sciences sociales, provient du fait que l’acceptation de cette continuité n’est pas un jugement de valeur : il n’est pas nécessaire de renier la démocratie pour trouver des avantages au régime communiste, de même qu’il n’est pas nécessaire pour apprécier la démocratie d’avoir été anti-communiste. On peut être démocrate et nostalgique, ancien communiste et plus heureux sous la démocratie, ancien opposant au communisme et frustré par la démocratie. Pas

un des interviewés n'a manqué de souligner à quel point l'ancien régime de surveillance lui pesait ; tous se sont réjouis de la liberté nouvellement acquise en 1989 ; mais l'expérience qu'ils décrivent est que liberté n'est pas automatiquement synonyme de bonheur : l'argent compte aussi. Plus exactement, ni l'argent, ni la liberté ne font automatiquement le bonheur. Rien n'est facile.

En ce sens, l'histoire orale auprès des "gens ordinaires" montre que c'est l'idéologie même de 1989 qui est mise à mal. C'est parce que 1989 n'a pas tenu ses promesses que la révolution a perdu de sa légitimité depuis vingt ans. Il ne s'agit pas de ses promesses de réformes économiques et politiques, qui ont été plus ou moins respectées, mais de celles, implicites et pourtant décisives, de bonheur, ce mot-clé, et de réhabilitation de l'individu – un espoir fou, mais bien passé, qui ressort en filigrane des entretiens. Malgré tous les avantages du capitalisme et de la démocratie, la plupart des gens semblent être seulement *un peu plus heureux* que sous le communisme — pas beaucoup plus. Le bonheur requiert des efforts. Ils n'ont pas non plus l'impression que leur individualité "compte" plus.

La micro-histoire de cette petite ville illustre le conflit d'interprétation de l' "événement 1989" par rapport à Prague, tant d'un point de vue géographique que symbolique : non seulement la population n'a pas la vision négative du communisme que le régime démocratique de l'après-1989 cherche à imposer au travers de sa politique officielle de commémoration, mais elle n'a pas non plus la vision positive de "1989" que les élites intellectuelles s'appliquent à transmettre de leur côté. Ni 1989, ni d'ailleurs 1948 (la prise du pouvoir par les communistes) ou même 1968 (le Printemps de Prague) n'ont marqué la mémoire de mes interviewés avec la force que l'on aurait pu attendre. La stratégie de l'*Eigen-Sinn* de cette société, c'est-à-dire de protection de son quant-à-soi, de réappropriation de la chronologie officielle selon son propre agenda et de réinterprétation de l' "événement 1989" selon une vision qui lui est propre, ressort clairement.

En tout état de cause, et cela ne peut constituer une surprise, les mentalités changent beaucoup plus lentement que les conditions politiques et économiques. La radicalité des bouleversements intervenus dans le mode de vie, dans les institutions, dans le poids de la frontière, s'élève en contraste par rapport à la lente évolution

des perceptions et des opinions face à ces changements. Le résultat en est une perception désabusée de la situation actuelle et une privatisation généralisée de l'existence – mais ce processus a peut-être plus à voir avec la globalisation qu'avec la décommunisation, si l'on se souvient qu'il était dénoncé par Havel dès les années 1970<sup>4</sup> et qu'il est loin de caractériser les seuls pays post-communistes.

---

<sup>4</sup> Václav Havel, « Lettre ouverte à Gustáv Husák » (publication originale en 1975) dans ses *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1989.

## **RÉSUMÉS**

Cet exposé présente les résultats d'une micro-étude de la ville de České Velenice (3500 habitants), localité-frontière tchèque faisant face à la ville autrichienne de Gmünd. La radicalité des bouleversements intervenus dans le mode de vie, les institutions et le poids de la frontière s'y élève en contraste par rapport à la lente évolution des représentations et des opinions face à ces changements. Le résultat en est une perception désabusée de la situation actuelle et une privatisation généralisée de l'existence.

Mots-clés : Frontière ; Deuxième Guerre mondiale ; Communisme ; Représentations ; Vie quotidienne